

# Grand angle

## Politique migratoire

# Les enjeux pour les MRE

● Il a été beaucoup question, ces derniers temps, des enjeux d'une nouvelle politique migratoire pour le Maroc. L'approche réductrice de cette problématique est jusque-là principalement axée sur la situation des étrangers au Maroc. Les enjeux vont pourtant au-delà et intéressent particulièrement le Maroc qui dispose d'une forte communauté à l'étranger. La mobilisation des compétences à l'extérieur et les questions de mobilité constituent de nouveaux enjeux.

Le 15 mai prochain, le ministre en charge des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, Anis Birou, est attendu à Paris dans le cadre d'un colloque sur les enjeux économiques de la migration en Méditerranée. Le colloque, qui est conjointement organisé par l'Institut de prospective économique en Méditerranée (IPEMED) et le Sénat français, vise à poser « les enjeux, de mobiliser et de valoriser les diasporas tout en identifiant les freins et les leviers à l'expression du potentiel qu'elles représentent ». Selon les initiateurs du colloque, il a également pour objet de nourrir, par des idées nouvelles, les politiques publiques, tant du nord que du sud. Plusieurs ministres des pays de la région ainsi que des experts et spécialistes des questions liées à l'intégration méditerranéenne et à la problématique de la migration seront présents à l'évènement, l'un des premiers à poser le débat à travers une approche globale sur le sujet. C'est donc une opportunité pour le Maroc que de s'imprégner de la dynamique actuelle, au moment où les enjeux sont multiples pour le pays. C'est le cas de le dire, au Maroc, la migration et les ques-



● La dernière sortie du chef de gouvernement au Parlement, la semaine dernière, a été consacrée à la politique migratoire du Maroc.

tions de mobilité économique ainsi que d'intégration régionale, ont fait émerger des défis socio-économiques et politiques nouveaux. C'est du reste, dans une approche anticipative, qui a été saluée de par le monde, qu'un ministère spécifique a été consacré à la migration. Mieux encore, une nouvelle politique migratoire est en train d'être peaufinée pour permettre au royaume de se mettre au diapason des meilleures pratiques internationales

en la matière. L'enjeu est double pour le Maroc, d'autant plus que la communauté des MRE, l'une des mamelles de l'économie nationale à travers les transferts de devises, fait face à de difficultés de premier ordre, notamment en Europe où elle est le plus concentrée et cela dans le sillage de la crise économique mondiale des dernières années. Au cours du colloque de Paris, plusieurs thèmes d'importance capitale pour le Maroc seront traités. Il

●●●  
**Dans un monde globalisé, les pays se font concurrence pour attirer les migrants, notamment les plus qualifiés.**

s'agit par exemple de la question de la mobilisation des compétences mais également de celle de la mobilité économique. Les diasporas ont un rôle central à jouer dans l'intégration régionale en Méditerranée car le migrant n'est pas un simple passeur, il est un acteur dont l'efficacité positive réside dans sa capacité à œuvrer au sein de deux mondes différents : celui du pays d'accueil et celui du pays d'origine», explique-t-on à l'IPEMED pour poser la problématique dans ses différentes facettes. Avec leurs ressources en compétences, en transferts financiers, leurs réseaux et leurs investissements, les diasporas maghrébines sont porteuses d'un double potentiel: pour dynamiser le développement de leur pays d'origine et pour soutenir les initiatives économiques et culturelles de leur pays d'accueil. Selon les experts de l'IPEMED : «un double gain peut être généré par cette diaspora qui œuvre dans l'espace transnational en vertu d'une démarche qui apporte une contribution substantielle au développement du pays d'origine et qui se veut un relais de croissance pour l'Europe et la France».

### Nouvelle approche

La dernière sortie du chef de gouvernement au Parlement de la semaine dernière a justement été consacrée à la politique migratoire du Maroc. C'est une preuve que la problématique est devenue une priorité. À cet effet et dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale pour les MRE et les affaires de la migration, plusieurs enjeux ont été identifiés comme les principaux axes de la politique nationale en la matière. Il s'agit

## La mobilité économique en question

L'autre sujet qui sera au cœur du colloque de Paris et qui concerne également le Maroc, c'est celui de la mobilité économique en zone méditerranéenne. La question de la mobilisation des compétences marocaines à l'étranger est un autre sujet prioritaire du gouvernement en faveur des MRE. Au Maroc, en effet, chaque année : «ce sont plus de 40.000 étudiants marocains qui décident de poursuivre leurs études à l'étranger, dont une bonne partie ne reviennent pas», selon les chiffres annoncés par Anis Birou, le ministre chargé des MRE et des affaires de la migration. De l'aveu même du ministre, une solution générale est difficilement envisageable, «dans la mesure où la diaspora marocaine présente des profils aux besoins divers et variés». Pourtant aujourd'hui, c'est l'un des principaux défis pour les pays du sud de la Méditerranée que de profiter de leur potentiel, qui ne consiste pas seulement à les faire revenir au pays. Plusieurs solutions s'offrent aux pouvoirs publics et aux acteurs économiques. C'est le cas des réseaux de la diaspora qui demeurent mal connus, notamment dans le monde de l'entreprise, car leurs initiatives sont dispersées alors qu'elles gagneraient à être davantage valorisées. En somme, la question s'intègre dans un aspect plus vaste, celui de la mobilité économique, surtout pour des pays comme le Maroc, qui font preuve d'une plus grande ouverture économique, particulièrement orientée vers les biens et services.



# Grand angle

d'une part de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique nationale intégrée et prospective de la question migratoire et de la mobilisation de la communauté des MRE pour le développement du Maroc. Pour ce dernier axe, les objectifs du ministère s'articulent autour de trois axes majeurs. Il s'agit du soutien à l'investissement productif, de la promotion du co-développement et de la mobilisation des compétences. «Dans un monde globalisé, les pays se font concurrence pour attirer les migrants, notamment les plus qualifiés», fait constater une note de l'IPEMED. De ce fait, avec des processus migratoires de plus en plus complexes et individualisés, «le migrant s'investit souvent là où il a des attaches, mais aussi là où les conditions

*sont les plus avantageuses pour lui». Pour l'IPEMED, la région méditerranéenne doit tirer profit du lien fort qui unit l'Europe aux diasporas maghrébines. «Elle doit aussi renforcer son attractivité, créer les conditions d'une*

**La région méditerranéenne doit tirer profit du lien fort qui unit l'Europe aux diasporas maghrébines.**

*confiance nouvelle afin d'encourager l'implication active des diasporas dans le rapprochement*

*des deux rives», recommande la même source. Selon les experts, les conditions permettant un renforcement de la confiance dans la région sont multiples. Il s'agit, entre autres, de la sécurisation et de la facilitation des investissements, de la sécurisation du parcours du migrant avec des titres de séjour pluriannuels, de la portabilité de certains droits ainsi que de la facilitation de la mobilité des personnes et des savoir-faire entre les deux rives.*

Le Maroc ne manquera pas d'apporter son expérience en la matière et par la même occasion d'enrichir le débat en cours surtout que ces thématiques seront

abordées au cours de ce colloque. «L'implication et la participation de la diaspora dans le développement régional sont des phénomènes relativement nouveaux et complexes», souligne-t-on auprès des organisateurs du colloque pour qui, l'évènement du 15 mai ne cherche pas à trouver de solutions clé en main. Il s'agit plutôt de poser les questions, d'identifier les enjeux et de lancer un large débat avec les acteurs clés dans les pays d'accueil et d'origine, ce qui constitue une contribution de plus pour le Maroc. L'enjeu, c'est que tous les aspects liés à cette problématique soient pris en compte dans la très attendue nouvelle politique migratoire du Maroc. ●

PAR **ABOUBACAR YACOUBA BARMA**  
a.barma@leseco.ma